

Bulletin d'histoire politique

Bernard Andrès (en collaboration avec Patricia Willemin-Andrès), *La Guerre de 1812. Journal de Jacques Viger*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, 156 p.

Roch Legault



Volume 25, Number 2, Winter 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1038811ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1038811ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Legault, R. (2017). Review of [Bernard Andrès (en collaboration avec Patricia Willemin-Andrès), *La Guerre de 1812. Journal de Jacques Viger*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, 156 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 25(2), 286–288.
<https://doi.org/10.7202/1038811ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2017

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Bernard Andrès (en collaboration avec Patricia Willemin-Andrès), *La Guerre de 1812. Journal de Jacques Viger*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, 156 p.

ROCH LEGAULT
Département d'histoire
Collège militaire royal du Canada

Bernard Andrès possède une longue feuille de route dans l'univers intellectuel québécois et ses travaux sont appréciés tout autant chez les spécialistes de la littérature que chez les historiens. Il nous offre encore ici une belle publication, intelligente, rigoureuse et, ce qui ne gâche rien, bien écrite.

Lors de la parution de l'ouvrage, en 2012, l'auteur croyait peut-être rejoindre une kyrielle d'études sur le sujet à cause de la volonté politique du gouvernement Harper de refaire les fidélités des Canadiens envers un passé différent de l'interprétation libérale. Comme nous le savons maintenant, les célébrations du bicentenaire n'ont pas engendré l'enthousiasme du monde académique pour des raisons qui restent à étudier. Aussi, la publication du *Journal de Viger* ressort-elle avec plus d'éclat, une véritable oasis dans un écosystème savant autrement désertique. En effet, le bilan que nous pouvons maintenant effectuer en 2016 de l'entreprise de commémoration de 2012-2015 du gouvernement canadien est que celle-ci n'a pas été embrassée par la communauté des historiens universitaires et autres chercheurs professionnels.

L'ouvrage est constitué de la reproduction du journal de Jacques Viger comme tel, qui se présente sous la forme de lettres principalement destinées à sa femme durant l'été de 1813 (p. 62 à 118), puis des commentaires de l'auteur qui viennent éclairer le texte (p. 119 à 132), de trois annexes et d'une bibliographie. Mais c'est à l'introduction que nous devons nous arrêter d'abord, car elle est des plus significative, s'étirant jusqu'à la page 57, presque à la moitié de l'ouvrage. Elle comprend les principes d'établisse-

ment du texte de Viger et progresse lentement; mais n'est-ce pas là le prix de la rigueur? On y retrouve l'ambition de l'auteur et de la collaboratrice de cerner «les propos que tenaient les Canadiens eux-mêmes en 1812» (p. 5) dans une analyse «[...] qui ne concerne pas à proprement parler l'histoire militaire de 1812, mais bien l'histoire des mentalités et des sensibilités canadiennes, à l'heure où émerge un sentiment national, tant chez les francophones que chez les anglophones» (p. 7).

Plusieurs sous-titres bien sentis nous conduisent vers les traditionnelles parties, toutes bien fouillées, de l'analyse: un contexte historique, une présentation de Viger et de ses réalisations, et le commentaire du texte. Il est à noter que l'introduction débute avec une vision critique fougueuse et rafraîchissante de l'entreprise politique du bicentenaire du conflit de 1812. La dernière partie de celle-ci, intitulée «Pour ne pas conclure», recèle un avertissement sévère mais d'une justesse infinie pour nos sociétés démocratiques. Un avertissement d'ailleurs repris d'une parution précédente (*Journal du siècle de Québec*, Québec, PUL, 2009, p. 2): «L'opinion doit pouvoir puiser aux sources. Faute d'information précise sur des faits avérés, en l'absence de sources sûres, la mémoire s'abuse, s'instrumentalise et l'on abuse alors du cérémonial commémoratif.» (p. 43) Cette introduction fait beaucoup pour réhabiliter Jacques Viger et le présenter comme un observateur lucide, un chroniqueur intelligent, un critique pertinent et un archiviste méthodique (une vue que les archivistes contemporains pourraient contester). Elle nous convainc de voir autrement le travail intellectuel de l'homme. Andrès écrit ainsi que Viger ne s'est pas contenté «[...] d'accumuler fébrilement des documents, comme on lui reproche parfois. Nous avons vu qu'au contraire, il réfléchit constamment à la valeur et à la portée de chaque pièce glanée dans ses sabretaches» (p. 41). Et, estime Bernard Andrès, Viger a mis son journal, celui de 1813, au centre de son arrangement, voire même, en extrapolant, de sa vision du passé canadien. En cela, il «[...] donne le branle à l'entreprise mémorielle» (p. 41). À notre avis, si l'on considère l'automne 1813 et l'hiver 1814, ces mois deviennent cruciaux pour l'historien du national québécois puisque les Bas-Canadiens prennent conscience de leur puissance à travers la guerre et leurs luttes contre la magistrature. Voilà l'importance majeure de cette publication, en particulier si l'on adhère à l'interprétation néonationaliste de l'histoire québécoise.

Au sujet du journal de Viger, à proprement parler, le lecteur trouvera une mine d'informations sur les lieux et l'époque, de nature environnementale, anthropologique et sociologique avant la lettre. En effet, tel un anthropologue, le Montréalais observe de l'extérieur tout en participant tantôt à cet étrange et lointain Haut-Canada, tantôt à cette institution militaire, les forces armées britanniques dans toute leur complexité organisationnelle. Elles sont constituées d'hommes pour lesquels notre personnage

entretient des sentiments ambivalents. Ils font tantôt l'objet de son respect profond, de véritables frères d'armes, tantôt se méritent méprises et quolibets (les grosses têtes ou le Général *God-for-dam*) (p. 112). Outre les remarques et commentaires souvent vivants et intelligents de Viger, il faut souligner, à la suite du ton néonationaliste de l'ouvrage d'Andrès, les considérations sur la patrie, sur les Canadiens et sur le mal de vivre «à l'étranger». Ainsi Viger s'exclame: «Que j'aurais de plaisir à revoir ma patrie et les Canadiens; car s'il faut vous l'avouer, je me trouve ici-haut en pays étranger. Je ne puis me faire à vivre dans ces endroits: le Canada n'est qu'à Montréal et dans ses environs.» (p. 116). Dans la même veine, les observations de Viger sur les Canadiens français de Kingston sont trop longues en regard de la petitesse de cette population pour ne pas voir là l'homme qui cherche ses semblables et son milieu d'attache partout où son engagement miliaire l'amène. Cette population canadienne-française, incidemment, ira sans cesse grandissante après le départ de Viger à cause de l'arrivée de travailleurs spécialisés de Québec pour aider à construire la marine britannique sur le lac Ontario.

On pourra s'étonner, sauf erreur de notre part, de l'absence de référence aux travaux d'Yvan Lamonde. Cependant, c'est peut-être là que débute le travail de l'historien par rapport à l'entreprise d'Andrès, discuter des interprétations ou encore considérer les contextes politiques et sociaux plus larges. La bibliographie, en dépit de son intérêt pour les recherches futures, porte quelque peu à confusion puisque les écrits de Viger sont répétés dans deux catégories différentes. Nous sommes conscients que ce compte rendu de lecture mériterait une partie où seraient soulignés les travers de l'ouvrage. En vérité, ceux-ci sont marginaux. Que l'on nous pardonne donc ici de vouloir demeurer sous le charme de la démonstration, de la pensée et de la plume de l'auteur puisqu'il vient de créer une autre borne solide et significative sur le chemin de la compréhension du Canada préindustriel.

En terminant, il est toujours difficile d'évaluer la contribution des collaborateurs à un ouvrage savant. Nous ne pouvons que remarquer que Patricia Willemin Andrès était aussi collaboratrice lors de la parution de l'ouvrage *Le journal du siège de Québec* en 2009. Espérons la poursuite de ces entreprises communes marquées au coin de la grande qualité.